

Brésil : un mouvement de masse pour imposer d'autres choix !

Il y a quelques semaines, le prix des transports publics a cristallisé la mobilisation populaire. Le mouvement a commencé par de grandes manifestations à Porto Alegre, Sao Paulo, puis dans toutes les grandes villes du pays. A l'occasion de la Coupe des confédérations, **les manifestant-es ont mis en exergue les énormes sommes d'argent dépensées pour l'organisation de la Coupe du monde de football en 2014 et les Jeux Olympiques en 2016**. Ces deux événements sont aussi prétextes à des expulsions massives dans les favelas ; l'Union syndicale Solidaires et d'autres organisations syndicales ont d'ailleurs entamé un travail commun avec Amnesty International à ce propos.



Initiées par un mouvement social portant sur la question des transports, les manifestations ont rapidement englobé d'autres sujets : santé, éducation, logement, inflation, violence policière, corruption, etc. Le gouvernement a eu recours à la répression : contre les manifestant-es et aussi envers des organisations politiques ouvrières. Dans le même temps, il tente d'organiser une sorte d'union sacrée des forces « progressistes » contre les partis fascistes qui tentent de profiter du fort sentiment de révolte. La situation actuelle est le fruit de la politique menée depuis 10 ans : toute une partie de la population a été rejetée hors des villes, les infrastructures de transport ont été laissées en l'état, les droits à la santé ou à l'éducation sont remis en cause, ...



Le rôle des organisations syndicales est déterminant ; il s'agit de prolonger ces mouvements populaires en y conférant un caractère de classe. Les intérêts du peuple et de celles et ceux qui prétendent le diriger ne sont pas les mêmes. L'appel unitaire de nombreuses organisations syndicales à une **journée de grève et de manifestations interprofessionnelles le 11 juillet** est un événement important. **CSP-Conlutas, CUT, UGT, Força Sindical, CGTB, CSB, CTB, NCST, et le Mouvement des Sans Terre** exigent que gouvernement et patronat satisfassent les revendications :

- Baisser les tarifs et améliorer la qualité des transports publics.
- Augmenter les investissements dans la santé publique et l'éducation.
- Augmentation des pensions.
- Réduction du temps de travail.
- Fin de la vente aux enchères des réserves de pétrole.
- Suppression des projets de loi sur les externalisations et la privatisation des services publics.
- Mise en œuvre d'une réforme agraire.
- Démocratisation des médias.

www.cspconlutas.org.br www.cut.org.br www.fsindical.org.br www.movementsansterre.wordpress.com

Egypte : 30 juin, début d'une nouvelle vague révolutionnaire ?

Le 30 juin pourrait bien marquer le début d'une nouvelle vague révolutionnaire déferlant sur l'Égypte. La campagne « Tamarrod » (« rébellion ») a recueilli **22 millions de signatures exigeant le départ du gouvernement Morsi**, mis en place il y a un an. Les organisations syndicales indépendantes sont parti-prenantes des mouvements de protestation, la Fédération de syndicats indépendants d'Égypte (EFITU) et plusieurs syndicats du Congrès Démocratique Égyptien du Travail (EDLC) soutiennent formellement la campagne « Tamarrod ». **Des centaines de milliers d'égyptien-nes manifestaient au Caire, des initiatives similaires ont eu lieu dans plusieurs grandes villes.** Il s'agit des plus grosses manifestations en Égypte depuis la chute de Moubarak en mars 2011. Nous soutenons la lutte des syndicats égyptiens indépendants et des travailleurs/ses, ouvriers et paysans qui défendent leur existence face au néo libéralisme du système en place.



www.efitu.com

Turquie : solidarité avec la résistance populaire !



Depuis le 30 mai, la Turquie connaît un formidable mouvement populaire revendiquant plus de libertés et de démocratie. **Ce mouvement, dont la volonté gouvernementale de raser le parc Gezi à Taksim fut le catalyseur, s'est très rapidement propagé partout dans le pays.** La dénonciation de la politique répressive, autoritaire et le recours systématique à des méthodes fascistes du gouvernement islamo-conservateur d'AKP depuis une décennie ont été les éléments sur lesquels de nombreuses couches populaires se sont retrouvées.

Samedi 15 juin, le gouvernement de l'AKP a opéré une attaque policière très violente alors qu'il n'y avait aucune manifestation sur la Place Taksim et que le Parc Gezi demeurait ce lieu d'un rassemblement pacifiste œuvrant pour le dialogue. **Sitôt connue la nouvelle de l'évacuation du parc, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue dans toute la Turquie pour protester contre ces violences.** Toute la nuit, la police est intervenue à grand renfort de gaz, de canons à eau et de tirs de balles en caoutchouc pour disperser la foule dans différentes villes du pays. Cette attaque contre ce rassemblement pacifique démontre que le gouvernement AKP se saisit du Parc Gezi comme un prétexte avec comme objectif d'intimider la population et d'exercer la coercition au point d'étouffer toutes les voix d'opposition revendiquant des droits et ainsi de criminaliser toute opposition. La police, s'en prend à la fois de manière ciblée contre des personnes et de façon généralisée et abusive contre des foules. Quatre morts et des milliers de blessé-es depuis un mois : il faut que cesse immédiatement toutes les violences policières !



Avec de nombreuses organisations françaises qui ont organisé plusieurs rassemblements de soutien, **l'Union syndicale Solidaires réaffirme sa solidarité avec la plateforme « Solidarité Taksim »** à l'origine du mouvement pour la protection du Parc Gezi et avec les syndicalistes de Turquie régulièrement confronté-es à la répression gouvernementale et patronale.



Samedi 29 juin, une nouvelle manifestation rassemblait des milliers de personnes aux abords de la Place Taksim à Istanbul. Le mouvement populaire touche l'ensemble du pays : 80 villes ont connues des manifestations depuis le 30 mai.

Pays basque : grève générale très suivie, le 30 mai

La grève générale appelée le 30 mai **les syndicats basques ELA, LAB, ESK, STEE/EILAS, EHNE, HIRU, CGT a été une grande réussite.** Les camarades de LAB indiquent que la grève, a été suivie à 90 % dans l'enseignement, à 59,88 % dans le secteur industriel, à 70 % dans l'administration publique et dans beaucoup d'autres secteurs notamment celui du transport, de la construction ou de la banque. La grève a complètement paralysé certaines villes et certains commerces dans la province du Gipuzkoa, mais a aussi bloqué la partie Est de la Biscaye ainsi que les parties Nord d'Araba et de la Navarre.

À la mi-journée, **plusieurs manifestations** ont eu lieu dans les quatre capitales des provinces basques (Bilbao, Donostia-San Sebastian, Vitoria-Gasteiz, et Iruñea-Pamplona) qui ont réunies plus de **85 000 personnes au total.** Les manifestations de l'après-midi se sont faites villes par villes et ont réunies plus **de 55 000 personnes.** Pourtant le patronat a usé de menaces envers les salarié-es les plus précaires, tandis que la police procédait à des arrestations arbitraires. Mais face à la crise créée par les capitalistes, le peuple basque montre qu'il veut construire un autre avenir !

www.labsindikatu.org www.esk-sindikatu.org www.cgt-lkn.org

Portugal : contre l'austérité, grève générale le 27 juin



2 mars, 25 avril, 30 mai, les manifestations nationales ont rassemblé des dizaines de milliers de portugais et de portugaises. Le 27 juin, la CGTP appelait cette fois à une journée de grève générale. Le fort taux de chômage, notamment parmi les jeunes, la précarité qui devient là règle, la braderie des services publics, les salaires bloqués, la remise en cause des droits à la retraite et à la protection sociale, ... **ce sont toutes les conséquences de l'austérité imposée au peuple qui sont rejetées** par les manifestant-es et les grévistes. www.cgtp.pt

Chiapas : souscription Solidaires pour les communautés zapatistes

Fin 2012, le Comité national a adopté le principe d'une **souscription nationale pour les zapatistes.** Nous sommes encore loin du compte par rapport aux besoins des zapatistes et à l'engagement pris ensemble. Les chèques sont à transmettre à l'Union syndicale Solidaires (« solidarité Chiapas »). Bulletin de souscription : <http://www.solidaires.org/article44037.html>

Pérou : le peuple de Cajamarca refuse toujours le projet Conga

L'une des plus grandes entreprises de destruction environnementale du monde est actuellement en cours à Cajamarca, dans les Andes du nord du Pérou, où le mégaprojet minier Conga, qui va détruire d'importantes sources d'eau dans la région, vient d'être relancé par le gouvernement du président Ollanta Humala et la société minière transnationale *Newmont-Buenaventura-Yanacocha*. Cette décision est très grave parce que, outre la grande catastrophe environnementale qu'elle implique et impliquerait dans le futur, elle peut conduire dans l'immédiat, comme se fut le cas dans un passé récent, à des conséquences humaines tragiques.

Le gouvernement de Lima a donné le «feu vert» pour imposer Conga, mégaprojet qui avait été officiellement suspendu devant la résistance de la population. Les effets de l'annonce du gouvernement et de la compagnie minière ne se font pas attendre. Le 28 mai, près de **1500 représentant-es de la population, qui ont marché dans la montagne pour aller inspecter la relance des travaux, ont été violemment réprimés par la police, qui n'a pas hésité à tirer**. Il y a un an, les tirs de la police et de l'armée avaient tué cinq personnes, et blessé une cinquantaine, à Celendín et Bambamarca.



Après deux ans de résistance pacifique du peuple de Cajamarca, le président Humala et la compagnie minière tentent d'imposer le projet Conga par la force. **Le gouvernement vient d'adopter de nouvelles dispositions qui modifient les lois en vigueur et ouvrent sans restriction les portes aux multinationales**, en leur permettant de contourner les règles de protection environnementale et de protection du patrimoine archéologique ainsi que de se moquer du droit à la santé, à la vie et à l'autodétermination de la population affectée. La destruction et la contamination des sources d'eau à Conga vont affecter le bassin de l'Amazonie et les rivières qui se jettent dans l'océan Pacifique.

Un an après le massacre perpétré par les forces armées au service du gouvernement, et en soutien à la population de Cajamarca, l'Union syndicale Solidaires participe au rassemblement de soutien devant l'ambassade du Pérou à Paris, le 3 juillet

- ➔ Pour la légitime défense de l'eau, la santé et la vie face à la mine à ciel ouvert et la lixiviation, techniques destructrices employées par *Newmont* pour extraire l'or à Cajamarca.
- ➔ Pour respecter la décision de la population de Cajamarca, qui s'est prononcée à 78% contre l'imposition du projet Conga, et le respect de son droit à décider de sa propre stratégie de développement et de sa propre vision de l'avenir.
- ➔ En mémoire de César Medina Aguilar, Joselito Vásquez Jambo, José Antonio Sánchez Huamán, Paulino José Eleuterio García Rojas, José Faustino Silva Sánchez, les cinq personnes tuées en Juillet 2012 par les tirs de la troupe dans les villes de Celendín et Bambamarca, et pour la poursuite et le châtiement des responsables de ces meurtres.
- ➔ Pour la défense d'El Perol et des autres lacs menacés dans la région.

<http://solidaritecajamarca.blogspot.fr>

Tunisie : Latécoère-Latelec bafoue les droits des travailleurs/ses

SEA Latelec, filiale du groupe français *Latécoère*, qui produit des équipements électriques pour Airbus et les principaux avionneurs mondiaux, a délocalisé en 2005 une partie de sa production à Fouchana, dans la banlieue de Tunis. Elle y bénéficie d'une main d'œuvre qualifiée et bon marché. Depuis 2010, les travailleur-ses de *Latelec-Fouchana* (à 80% des femmes) s'organisent pour faire respecter leurs droits : fin des heures supplémentaires imposées, respect de leur dignité et du code de travail. Depuis, elles sont victimes d'une répression antisyndicale systématique : mises à pied, tentatives de corruption, insultes, sanctions abusives, isolement, remarques sexistes et menaces de mort.



Pour toute réponse, les **managers français imposent le lock-out en septembre 2012** et décident le transfert temporaire de la production en France : 200 postes d'intérimaires sont supprimés entre avril et octobre 2012, et 200 suppressions d'emploi supplémentaires sont annoncées. Ce n'est pas une relocalisation, mais une manipulation. Tandis que *Latécoère* accroît ses profits, des travailleurs et travailleuses du Nord sont utilisés, malgré eux, pour briser un mouvement social au Sud.

Pendant le Forum Social Mondial de Tunis, fin mars, les ouvrières organisent une manifestation devant l'ambassade de France et obtiennent le soutien de militant-es et syndicats locaux et internationaux. La direction de *Latelec* riposte en licenciant illégalement 10 travailleuses, dont les trois représentantes du syndicat, coupables d'avoir «refusé de travailler». Mais les travailleuses de *Latelec*, unies et déterminées, continuent la lutte. En Tunisie, la popularisation progresse : leur combat dévoile au grand jour l'exploitation forcenée des travailleurs/ses tunisien-nes par les multinationales du Nord. « *Nous voulons garder notre travail sans perdre notre dignité* » déclare Sonia Jebali, secrétaire générale du syndicat UGTT à SEA *Latelec-Fouchana*. Avec elles, nous exigeons :

- la reprise immédiate de la production sur le site *Latelec* de Fouchana,
- la réintégration sans perte de salaire de toutes les ouvrières et ouvriers employé-es sur le site depuis septembre 2012,
- la fin de toutes les répressions antisyndicales.

www.facebook.com/ComiteSoutienSyndicalistesLatelecFouchana

Iran : violente répression antisyndicale, mais les luttes continuent



En Iran, les travailleurs/ses n'ont pas le droit de faire grève, de manifester, de constituer des organisations syndicales. Les organisations syndicales françaises, CGT, FSU, Solidaires, CFDT et UNSA organisaient un **rassemblement de soutien à Genève, à l'occasion de la Conférence internationale du travail de l'OIT**, pour exiger : la libération des syndicalistes emprisonnés, le droit de constituer des syndicats indépendants en Iran, la présence dans la délégation iranienne à la Conférence internationale du Travail d'organisations de travailleurs/ses représentant réellement leurs intérêts et non pas de prétendus « syndicalistes » qui ne sont que des complices du régime.

Afshin Ossanlou a été assassiné en prison de Gohar-Dasht. Afshin, 42 ans et conducteur de bus de la Société *Vahed* de Téhéran, était emprisonné depuis trois ans pour avoir participé aux manifestations de contestation en 2009, suite aux élections truquées. Un des chefs d'accusation était « agissement contre la sécurité nationale ». Afshin Ossanlou a été assassiné en prison le 21 juin. Les prisonniers politiques qui sont dans la même prison que lui, parlent des actes de tortures incessantes à l'encontre d'Afshin. Ses bourreaux avaient récemment cassé toutes ses dents sous la torture. Alors que les prisonniers politiques s'apprétaient à organiser une cérémonie en hommage à Afshin, les autorités de la prison ont interdit toute cérémonie. Sa famille n'a pas été autorisée à organiser de cérémonie publique.

Le 25 juin 2013 un rassemblement a eu lieu devant le tribunal de révolution de Sanandaj pour contester la prolongation de l'arrestation de Jalil Mohamadi, membre du Comité de Coordination pour aider à la création des organisations ouvrières. Jalil Mohamadi avait été arrêté le 2 mai 2013 pour avoir participé à la manifestation du 1^{er} mai. Malgré les demandes répétées de la famille, les autorités judiciaires ne donnent aucune information par rapport à cette arrestation.

La grève des travailleurs de l'entreprise Sana au barrage Darian : le 2 juin, les travailleurs de l'entreprise *Sana* dans la ville de Paveh ont organisé un rassemblement, malgré les menaces de l'employeur, pour protester contre le retard de paiement des salaires depuis 5 mois. Parallèlement et pour les mêmes raisons, l'ensemble des travailleurs de cette entreprise dans la centrale électrique du barrage *Darian*, près de *Paveh* ont arrêté le travail et se sont rassemblés sur leur lieu de travail. L'entreprise a licencié 12 travailleurs et a menacé de licencier tous ceux qui continueraient à manifester. Mais les travailleurs ont exprimé leur détermination à poursuivre les manifestations tant qu'ils ne seront pas payés.

www.iran-echo.com www.soliranparis.wordpress.com www.iranenlutte.wordpress.com

Syrie : appel du Comité de Soutien à la Population Syrienne

Face à la situation dramatique et aux terribles épreuves que traverse depuis plus de 2 ans la population syrienne, la communauté internationale fait preuve d'incapacité et d'irresponsabilité. La mobilisation citoyenne est plus que jamais nécessaire pour soutenir le peuple qui, après 43 ans de dictature et 2 ans de lutte pour une Syrie démocratique, est confrontée à la terreur d'État du clan Al Assad. **Le Comité de Secours à la Population Syrienne**, créé pour sensibiliser la population française au désastre humanitaire que traverse la population syrienne, et pour apporter une aide répondant à ses besoins les plus urgents, **a développé des projets concrets en partenariat avec le Comité de Développement et de Secours Syrien.**

Grâce à une participation accrue de celles et ceux qui partagent la même indignation contre la dévastation de la Syrie et de sa population, le Comité de Secours pour amplifier son action de solidarité, informer sur la situation humanitaire, ses causes et les alternatives, faire connaître les besoins et les projets concrets auxquels ils répondent, inciter à la création de Comités locaux dans les villes, les collectivités et institutions, le monde du travail, les établissements scolaires et universitaires, aider à la conclusion de parrainages d'entités syriennes par des entités analogues françaises (quartiers, villes, collectivités, lieux de travail, établissements scolaires et universitaires, ...). Chacune et chacun, chaque organisation, peut contribuer à son niveau à cette mobilisation citoyenne de solidarité, dans la perspective de la Syrie libre, démocratique, souveraine, et pluraliste, qui motive l'insurrection du peuple syrien depuis le printemps 2011.

www.codssy.org

L'Union syndicale Solidaires prend en charge un des projets du Comité : la Caravane de la Liberté.

Le conflit a engendré une vague de déplacés internes parmi lesquels de nombreux enfants déscolarisés et traumatisés par le conflit. Le projet la « Caravane de la Liberté » est un concept innovant, dont l'objectif est de créer deux caravanes mobiles avec à leur bord des enseignants et des artistes bénévoles, se déplaçant de Rif Saraqeb à Maarat al Noaman en passant par les villes aux alentours, dans la province d'Idlib. Ces caravanes mobiles tiendront lieu d'écoles et de théâtres de marionnettes pour quelques 2000 enfants déscolarisés. Les activités culturelles sont nécessaires pour l'épanouissement de l'enfant et tiennent lieu de thérapie dans ce contexte traumatisant. CODSSY va financer la construction, l'équipement de ces caravanes et l'achat des fournitures scolaires. Une caravane permettra de scolariser 350 enfants par semaine.

Solidaires finance ce projet sur le budget national. Les organisations nationales et locales peuvent contribuer à la réalisation d'autres projets du Comité.